

Jean-Marc FEVRIER

Agrégé des Facultés de Droit,
Professeur de droit public à l'Université de Perpignan,
Avocat associé au Barreau de Paris,
SELARL Pech de Laclause, Bathmanabane et Associés,
Certificats de spécialité en droit public, droit de l'environnement et droit communautaire.

Cabinet : 8, place Vendôme, 75 001, Paris.

Téléphone : 01-44-94-98-98 ; Fax : 01-44-94-98-99.

Email : jmfevrier@pechdelaclause.com

Formation :

Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse (1991)

D.E.A. Droit Public, Université Toulouse I (1993)

Docteur en droit, Université Toulouse I (1996)

Habilitation à Diriger des Recherches, Université Toulouse I (2001)

Agrégation des Facultés de Droit (2002)

Carrière universitaire :

Chargé de travaux dirigés, Université Toulouse I (1993-1995)

ATER, Université Toulouse I (1995-1997)

Maître de conférences, UFR d'Histoire, Université Toulouse II-Le Mirail (1997-2001)

Maître de conférences, Université de Perpignan (2001)

Professeur, Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand I (2002)

Professeur, Université de Perpignan (depuis 2003), enseignements en droit de l'environnement, droit de l'urbanisme et de l'immobilier, contentieux administratif au niveau Master.

Chargé de cours en droit de l'environnement et en droit minier (Universités Clermont-Ferrand I, Montpellier I, ENGREF Nancy)

Fonctions administratives universitaires :

Responsable du Master Droit Public (2010-2011) et responsable du Master professionnalisé Droit de l'urbanisme et de l'immobilier (2004-2011).

Responsable de la formation continue (IUP Droit de l'urbanisme et de l'immobilier, Narbonne) 2005-2011,

Responsable des Diplômes d'Université "Cadre juridique des professions immobilières", « Estimation des biens immobiliers », « Urbanisme et habitat durable », « Gestion de la copropriété », jusqu'en 2011.

Directeur de l'IUP Droit de l'urbanisme et de l'immobilier (2003-2005),

Chargé de mission de 2005 à 2009 auprès du Président de l'Université de Perpignan (développement et programme immobilier de l'antenne universitaire de Narbonne),

Directeur du Centre d'Etude et de Recherche sur les Transformations de l'Action Publique (EA 3682) de l'Université de Perpignan (2005-2007).

Membre des commissions de spécialistes des Universités de Perpignan (titulaire), Clermont-Ferrand I (suppléant) et Montpellier I (suppléant), jusqu'en 2008. Membre du conseil de la Faculté de droit (2008-2011).

Membre du jury du Diplôme d'Etudes Supérieures Comptables et Financières (Bordeaux, 2002-2008).

Fonctions éditoriales:

Secrétaire général de la Société Française pour le Droit de l'Environnement, éditrice de la Revue Juridique de l'Environnement (2004-2008)

Membre du comité scientifique de la revue Environnement (éditions LexisNexis/Juris-Classeur) depuis janvier 2006 (membre du comité de rédaction jusqu'en 2008).

Membre du comité scientifique de la revue Tourisme et Droit (éditions Dalloz, 2009-2012).

Organisation de colloques :

- « *La démocratie en débat, regards d'historiens et de juristes* » (Carcassonne, 1999)
- « *Le réseau écologique européen Natura 2000* » (Clermont-Ferrand, 2003)
- « *L'appréhension juridique du risque* » (Narbonne, 2004)
- « *Les espaces naturels sensibles des départements : vingt ans après* » (Narbonne, 2005)
- « *La réforme des autorisations d'urbanisme : un an après* » (Narbonne, 2008)
- « *La réforme de l'urbanisme commercial* », (Narbonne, 2009)
- « *La gestion du risque inondation* », (Narbonne, 2010)
- « *La loi Littoral, 25 ans après* », (Narbonne, 2011)

Travaux :

I. Ouvrages.

- 1) "*Recherches sur le contentieux administratif du sursis à exécution*", collection "Logiques juridiques", L'Harmattan, 2000.
- 2) "*Les mots de l'Union européenne. Droit, institutions, politique*", ouvrage en collaboration avec Fabien Terpan, Presses Universitaires du Mirail, 2004.

I. Direction d'ouvrages.

- 1) "*Questions de démocratie*", ouvrage co-dirigé avec Patrick Cabanel, collection "Amphi 7", Presses Universitaires du Mirail, 2000.
- 2) "*Le développement durable, émergence d'une norme juridique*", ouvrage co-dirigé avec François Féral, Némésis n° 4, Presses Universitaires de Perpignan, 2002.
- 3) « *Le réseau écologique européen Natura 2000* », ouvrage co-dirigé avec Claude Devès, collection « Carré Droit », Litec, 2004.
- 4) « *L'appréhension juridique du risque* », CERTAP, Université de Perpignan, 2006.

II. Articles et notes.

A. Droit administratif et contentieux administratif.

- Droit administratif.

- 1) "Remarques sur la notion de norme permissive", Dalloz, chroniques, 1998, p. 271.
- 2) "Sur les fondements de l'autorité des décisions exécutoires", Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, 1999, p. 873.
- 3) « La prise de décision sans prise de risque », dans J.-M. Février (dir.), « L'appréhension juridique du risque », CERTAP, Université Perpignan, 2006, p. 63.
- 4) "Taxe d'aide au commerce et à l'artisanat et réglementation communautaire des aides d'Etat (C.J.C.E., 27 octobre 2005, "Nazairdis SAS et autres c/ Organic", Aff. C-266/04 à C-270/04, C-276/04 et C-321/04 à C-325/04)", Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, 2006, p. 1079.
- 5) "L'avocat, la collectivité locale et l'élu. Réflexions sur un secret professionnel à géométrie variable", en collaboration avec Jérôme Alirol, J.C.P. A, 2006, n° 1274.
- 6) « Police administrative générale et nuisances sonores. C.E., 19 novembre 2007, Cne de Barville », Environnement, 2008, n° 1.
- 7) « Intérêt départemental et organismes génétiquement modifiés. C.E., 30 décembre 2009, Département du Gers », Revue Droit de l'Environnement, février/mars 2010, p. 106.
- 8) « Discordance des jurisprudences judiciaires et administratives au sujet de la prise en charge du revenu de remplacement en cas d'emplois successifs », Petites Affiches, 11 juin 2012, p. 8.
- 9) « Travaux sur une digue et responsabilité, note sous C.E., 15 février 2013, M. A », Environnement et Développement durable, 2013, n° 31.

- Contentieux administratif.

- 1) "La jurisprudence communautaire et le contentieux administratif du sursis à exécution", Actualité Juridique-Droit Administratif, 1995, p. 867.
- 2) "Le juge unique dans le contentieux administratif", Gazette des Tribunaux du Midi, 13 février 1998, p. 3.
- 3) "L'administré face au procès administratif", Petites Affiches, 5 août 1998, p. 12.
- 4) "Remarques sur la procédure du sursis à exécution (l'exemple du contentieux de l'urbanisme)", Droit et Ville, n° 46, 1998, p. 7.

- 5) "Un projet de loi sur les procédures d'urgence", Droit Administratif, 1999, n° 203.
- 6) "Actualité jurisprudentielle du sursis de paiement en matière fiscale", Petites Affiches, 27 juillet 2001, p. 6.
- 7) "Obligation d'exercer un recours administratif préalable et recevabilité du référé-suspension. Note sous C.E., 12 octobre 2001, Société Produits Roche", Petites Affiches, 14 décembre 2001, p. 16.
- 8) « L'intérêt pour agir en référé-suspension. Note sous C.E., 13 novembre 2002, Association Alliance pour les droits de la vie », Droit Administratif, 2003, n° 22.
- 9) "Résiliation de la délégation de service public et protection procédurale du délégataire", Contrats et Marchés Publics, 2004, chronique n° 11.
- 10) "Compétence judiciaire en matière d'expulsion de l'occupant sans titre du domaine privé. Note sous C.E. 4 juin 2007, Petitpas / Cne de Jonquières", Droit Administratif, 2007, n° 121.
- 11) « L'obligation de notification de la requête en référé précontractuel et ses (in)conséquences », J.C.P.A., 2010, n° 2282.
- 12) « A propos de la validation législative de la modification des tarifs d'achat de l'énergie électrique d'origine photovoltaïque », Environnement et développement durable, 2010, études n° 32.
- 13) « Rejet de la demande de suspension contre le décret du 9 décembre 2010 suspendant l'obligation d'achat de l'électricité d'origine photovoltaïque, C.E., ord., 26 janvier 2011, Société Terre et Soleil », Environnement et développement durable, 2011, n° 60.
- 14) « La validation législative de la modification des tarifs d'achat de l'électricité d'origine photovoltaïque ne pose pas de question prioritaire de constitutionnalité, C.E., 19 janvier 2011, EARL Schmittseppel », Environnement et développement durable, 2011, n° 61.
- 15) « Compétence du juge administratif en matière de contentieux des installations radioélectriques, note sous T.C., 14 mai 2012 », Droit Administratif, 2012, n° 78.

B. Droit de l'environnement.

1) Principes du droit de l'environnement.

- 1) « Aperçu critique sur la notion de développement durable », dans F. Féral et J.-M. Février, « Le développement durable, émergence d'une norme juridique », Némésis n° 4, Presses Universitaires de Perpignan, 2002, p. 57.

- 2) "Mise en œuvre du principe de précaution. Note sous C.E., 9 octobre 2002, Union nationale de l'apiculture française", Environnement, 2002, n° 128.
- 3) « Utilisation du Gaucho et apiculture : suites administratives », Environnement, 2003, n° 32.
- 4) « Elaboration de la Charte de l'environnement et principe de participation », Environnement, 2003, n° 57.
- 5) "Le principe de développement durable", Juris-Classeur Environnement, fascicule 124, 2003 et 2006.
- 6) « Les principes constitutionnels d'information et de participation », Environnement, 2005, n° 35.
- 7) « Développement durable, environnement et intercommunalité », dans B. Drobenko (dir.), « Structures intercommunales et environnement », CRIDEAU, P.U. Limoges, 2006, p. 147.
- 8) « La procédure d'adoption de la Charte de l'environnement », Revue Juridique de l'Environnement, numéro spécial 2005, p. 89.
- 9) "Conditions de saisine de la Commission Nationale du Débat Public. Note sous C.E., 28 décembre 2005, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence", Environnement, 2006, n° 39.
- 10) "Conditions de contestation de la décision prise à l'issue du débat public. Note sous C.E., 28 décembre 2005, "Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes", Environnement, 2006, n° 40.
- 11) "Groupement d'intérêt public et environnement. Note sous C.E., 28 décembre 2005, Syndicat mixte intercommunal d'aménagement du bassin de la Vesle", Environnement, 2006, n° 25.
- 12) "Déclaration de projet et éoliennes : du nouveau dans la partie réglementaire du Code de l'environnement", Environnement, 2006, n° 86.
- 13) "Le droit à l'information en matière environnementale dans toutes ses (ré)formes", Environnement, 2006, n° 85.
- 14) "Seuils d'exigibilité de l'enquête publique et contrôle du fractionnement des opérations. C.A.A. Versailles, 22 juin 2006, Association Sauvons l'Ile de France et autres", Environnement, 2006, n° 96.
- 15) "Remarques critiques sur le développement durable", Environnement, 2007, Etudes n° 2.
- 16) "Référé liberté et protection de l'environnement. C.E., 11 mai 2007, "Association pour la protection du lac de Sainte Croix", Environnement, 2007, n° 127.

- 17) « *Consécration d'un service public local de la protection de l'environnement. T.C., 22 octobre 2007, Doucedame c/ Département des Bouches du Rhône* », Environnement, 2008, n° 69.
- 18) « *La perte de richesse biologique n'est pas un préjudice indemnisable. C.A.A. Bordeaux, 10 juin 2008, Fédération de pêche et de protection du milieu aquatique des Deux-Sèvres* », Environnement, 2008, n° 121.
- 19) « *Protection de l'environnement et liberté fondamentale. C.E., 26 août 2008, Association SOS Grand Bleu* », Environnement, 2008, n° 142.
- 20) « *La conciliation dans la pratique du juge, dans O. Lecucq et S. Maljean-Dubois, Le rôle du juge dans le développement du droit de l'environnement* », Bruylant, 2008, p. 235.
- 21) « *Variations sentimentales sur l'invocabilité de la Charte de l'environnement devant le juge administratif* », Environnement, Focus, novembre 2008, Construction-Urbanisme, Focus, novembre 2008.
- 22) « *Les nouveaux enjeux de la responsabilité environnementale des entreprises : aspects administratifs, civils et pénaux* », (en collaboration avec P. Pech de Laclause), Actes des Journées du droit de la santé et du médicament 2008-2009, IFIS, 2009, p. 354.
- 23) « *Tourisme durable : concilier des contraires* », Tourisme et Droit, décembre 2009, n° 115, p. 3.

2) Protection des espèces et droit de la chasse.

- 1) "*Le juge administratif et les directives communautaires. Le cas de la directive du 2 avril 1979*", Droit Administratif, chronique n° 21, décembre 2000, p. 6.
- 2) "*La protection internationale du loup. Note sous C.E., Section, 8 décembre 2000, Commune de Breil-sur-Roya*", Actualité Juridique-Droit Administratif, 2001, p. 775.
- 3) "*La chasse de nuit devant le juge administratif. Note sous C.E., 22 juin 2001, Ligue pour la Protection des Oiseaux-Lorraine et autres*", Revue de Droit Rural, janvier 2002, p. 44.
- 4) "*Le juge administratif et l'interprétation de la directive du 2 avril 1979 par le juge communautaire. Note sous C.E., Ass., 25 janvier 2002, Ligue pour la protection des oiseaux et autres*", Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, 2002, p. 2047.
- 5) "*Le Conseil d'Etat et la directive du 2 avril 1979 : retour au texte. Note sous C.E., ordonnance, 1^{er} août 2002, France Nature Environnement et autres*", Environnement, 2002, chronique n° 17.

- 6) « *Note sous C.E., 20 décembre 2002, Ligue pour la préservation de la faune sauvage et la défense des non chasseurs* », Environnement, 2003, n° 12.
- 7) « *Suspension de l'exécution des arrêtés relatifs à la chasse des grives et de l'oie cendrée. Note sous C.E., ordonnance, 10 février 2003, Ligue pour la préservation de la faune sauvage et la défense des non-chasseurs* », Environnement, 2003, n° 33.
- 8) « *Dates de fermeture de la chasse et directive du 2 avril 1979. Note sous C.E., ordonnance, 5 février 2004, LPO et autres* », Droit Administratif, 2004, n° 61.
- 9) « *Nouvelle interdiction du Gaucho. Note sous C.E., 28 avril 2006, Association générale des producteurs de maïs et autres* », Environnement, 2006, n° 76.
- 10) « *L'autorisation d'abattage des loups. Note sous C.E., 26 avril 2006, A.S.P.A.S.* », Droit Administratif, 2006, n° 118.
- 11) « *Recevabilité de l'action civile d'une fédération départementale des chasseurs. Civ., 2^{ème}, 14 juin 2007* », Environnement, 2007, n° 151.
- 12) « *Définition de l'acte de chasse. C.A. Aix-en-Provence, 22 avril 2008* », Environnement, 2008, n° 116.
- 13) « *La loi d'amélioration et de simplification de la chasse du 31 décembre 2008* ». Environnement, 2009, n° 14, Revue de droit rural, 2009, n° 32.

3) Protection des milieux, des sites et du patrimoine.

- 1) « *La désignation des sites Natura 2000* », dans C. Devès et J.-M. Février, « *Le réseau écologique européen Natura 2000* », Litec, 2004, p. 31.
- 2) « *Réseau Natura 2000 : pour une mise en valeur concertée du territoire* », contribution au rapport de J.-F. Le Grand, Rapports du Sénat, n° 23, 2003-2004, p. 168.
- 3) « *La gestion des sites Natura 2000* », Actualité Juridique-Droit Administratif, 2004, p. 1394.
- 4) « *Note sous CJCE, grande chambre, 7 septembre 2004, Lanelijke Vereniging tot behoud van de Waddensee, Nederlandse Vereniging tot Bescherming van Vogels c/ Staatssecretaris van Landbouw, Natuurbeheer en Visserij* », Actualité Juridique-Droit Administratif, 2005, p. 101.
- 5) « *La politique départementale des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature* », J.C.P. A., 2005, n° 1113, également publié à la Revue de Droit Rural, mars 2005, Etude n° 3.

- 6) « *La loi sur le développement des territoires ruraux et Natura 2000* », Environnement, mai 2005, Etude n° 8.
- 7) « *Parcs naturels régionaux* », Juris-Classeur Environnement, fascicule 3510, 2005, 2011.
- 8) « *Le cadre juridique de la gestion des sites Natura 2000* », CRIDEAU, P.U. Limoges, à paraître en 2012.
- 9) « *Plaidoyer pour la cohérence du droit de la protection des milieux naturels* », mélanges Michel Prieur, Dalloz, 2007, p. 1079.
- 10) "*Les espaces naturels sensibles des départements et la gestion des sites Natura 2000*", Revue Juridique de l'Environnement, 2006, p. 171.
- 11) "*Actualité réglementaire des parcs naturels régionaux*", Environnement, 2006, n° 2.
- 12) "*Information des collectivités locales et projet de zone de protection spéciale. Note sous T.A. Strasbourg, 10 novembre 2005, Rolli et autres*", Environnement, 2006, n° 3.
- 13) "*Contrôle de la délimitation d'un site classé. Note sous C.E., 16 décembre 2005, Groupement forestier des ventes de Nonant*", Environnement 2006, n° 19.
- 14) "*Responsabilité de l'Etat et carence dans la protection des abords d'un monument historique. Note sous Cour Administrative d'Appel de Nancy, 12 janvier 2006, X c/ Préfet du Jura*", Environnement, 2006, n° 38.
- 15) "*Le caractère extensif de l'inscription d'un monument historique. Note sous C.A.A. Bordeaux, 27 février 2006, "Ministre de la Culture et de la Communication c/ Epoux Le Deschault de Montredon"*", Environnement, 2006, n° 47.
- 16) "*Réforme des parcs naturels régionaux*", Environnement, 2006, n° 54.
- 17) "*Accès à la nature : détermination des responsabilités*", Environnement, 2006, n° 65.
- 18) "*Les parcs à l'heure de la réforme*", Environnement, 2006, Etudes n° 9.
- 19) "*La loi du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux*", JCP édition Générale, n° 19, 10 mai 2006, act. n° 203, également publié JCP A, 2006, n° 399.
- 20) "*Espaces naturels sensibles entre protection et ouverture au public. Note sous C.E., 7 juin 2006, Département du Var*", Environnement, 2006, n° 78.
- 21) "*Le droit des parcs aujourd'hui*", Revue Juridique de l'Environnement, numéro spécial 2006, p. 29.
- 22) "*Limites du droit d'usage des cours d'eau non domaniaux. C.A.A. Bordeaux, 17 octobre 2006, GAEC Sainte Marguerite*", Environnement, 2007, n° 3.

- 23) "L'implantation d'une ligne à très haute tension dans un parc naturel régional. C.E., 15 novembre 2006, Syndicat mixte du parc naturel régional de la Montagne de Reims", Environnement, 2007, n° 7.
- 24) "Zonage d'urbanisme et Natura 2000. C.A.A. Bordeaux, 6 novembre 2006, Commune de Claix", Environnement, 2007, n° 14.
- 25) "Circulation motorisée dans les espaces naturels. C.E., 10 janvier 2007, Collectif pour la défense des loisirs verts", Environnement, 2007, n° 25.
- 26) "Précisions sur les prises d'eau fondées en titre. C.E., 7 février 2007, M. A.", Droit Administratif, 2007, n° 56.
- 27) "Annulation de la modification de la Charte d'un parc naturel régional. C.E., 19 février 2007, Grossi et autres", Environnement, 2007, n° 72.
- 28) "Préemption au titre des espaces naturels sensibles et déclaration d'intention d'aliéner. Civ. 3^{ème}, 10 mai 2007", Environnement, 2007, n° 120.
- 29) "Droit de préemption dans les espaces naturels sensibles et bail emphytéotique. Civ., 3^{ème}, 28 mars 2007", Environnement, 2007, n° 142.
- 30) "Légalité du décret portant extension de la réserve naturelle de l'estuaire de la Seine. C.E., 27 juin 2007, Groupement des exploitants des prairies alluvionnaires de l'estuaire de la Seine", Environnement, 2007, n° 162.
- 31) "Pouvoirs de police du maire et protection de l'environnement. C.E., 11 mai 2007, Mme A", Droit Administratif, 2007, n° 98.
- 32) "Espaces agricoles et naturels périurbains", Juris-Classeur Environnement, fascicule n° 3640, 2008 et 2012.
- 33) "Contrôle sur la délimitation du site classé. C.E., 13 juillet 2007, Yves et Rémi X", Environnement, 2007, n° 175.
- 34) « Précisions réglementaires sur les schémas de mise en valeur de la mer », Environnement, 2008, n° 7.
- 35) « Protection des espaces littoraux remarquables. Note sous T.A. Caen, 12 juillet 2007, Association Manche Nature », Environnement, 2008, n° 8.
- 36) « Qualification de cours d'eau non domanial. T.A. Versailles, 18 décembre 2007, M. Mongisson », Environnement, 2008, n° 23.
- 37) « Contrôle du refus d'engager la procédure de désignation d'un site Natura 2000. C.E., 16 janvier 2008, Ministre de l'Ecologie », Environnement, 2008, n° 47.
- 38) « Contentieux d'un schéma de mise en valeur de la mer. C.E., 3 mars 2008, M. L », Environnement, 2008, n° 65.

- 39) « *Contentieux pénal d'une modification d'un cours d'eau non domanial. C.A. Rennes, 10 janvier 2008* », Environnement, 2008, n° 64.
- 40) « *Légalité d'un arrêté de protection de biotope. C.A.A. Bordeaux, 29 novembre 2007, Société Fontaulière* », Environnement, 2008, n° 78.
- 41) « *Légalité de l'arrêté municipal réglementant la circulation des véhicules à moteur. Crim., 14 mai 2008* », Environnement, 2008, n° 99.
- 42) « *Autorisation de travaux dans un site classé. C.A.A. Bordeaux, 28 octobre 2008, M. André X* », Environnement, 2008, n° 164.
- 43) "*Espaces naturels sensibles des départements (généralités)*", Juris-Classeur Environnement, fascicule n° 3550, 2009 et 2013.
- 44) « *Actualité du réseau écologique européen Natura 2000* », Tourisme et Droit, n° 109, 2009, p. 30.
- 45) « *L'éolienne, le parc naturel régional et le règlement national d'urbanisme, C.A.A. Bordeaux, 22 janv. 2009, Ministre de l'Écologie* », J.C.P. A., 2009, n° 2073, Construction-Urbanisme, 2009, n° 37, Tourisme et Droit, n° 109, 2009, p. 6.
- 46) « *Portée de la charte d'un parc naturel régional. C.E., 29 avril 2009, Commune de Manzat* », Tourisme et Droit, n° 112, 2009, p. 30.
- 47) « *Le juge civil et la protection des sites inscrits. Civ. 3^{ème}, 6 janvier 2010* », Environnement, 2010, n° 25.
- 48) « *Le droit d'eau ne se perd pas par non usage. Civ. 3^{ème}, 16 février 2011* », Environnement et développement durable, 2011, n° 43.
- 49) « *Contrôle du juge sur une demande de déclassement d'un site, C.E., 4 février 2011, Commune de l'Ile d'Yeu* », Environnement et développement durable, 2011, n° 55.
- 50) « *Précisions jurisprudentielles sur la définition du cours d'eau, C.E., 21 octobre 2011, Ministre de l'Écologie* », Revue de droit rural, 2012, n° 20.
- 51) « *Esquisse d'une définition juridique de la digue* », JCP A, 2012, n° 2166.
- 52) « *La protection du littoral* », Patrimonium, à paraître en 2013.
- 53) « *Autorisation UTN et sports motorisés, C.A.A. Lyon, 13 novembre 2012, Commune de Saint-Martin-de-Belleville* », Droit Administratif, 2013, n° 11.

4) Affichage et publicité extérieure.

- 1) « *Affichage et publicité extérieure* », Juris-Classeur Environnement, fascicule 553 (Juris-Classeur Administratif, fascicule 468), 2005.

- 2) "*Conditions de liquidation de l'astreinte. Note sous C.A.A. Lyon, 3 novembre 2005, Société ARA Publicité*", Environnement, 2006, n° 14.
- 3) "*Affichage et publicité extérieure : jurisprudence de la cour administrative d'appel de Lyon*", Environnement 2006, n° 24.
- 4) "*Protection des abords des monuments historiques. Note sous C.E., 14 décembre 2005, SARL RDD Affichage*", Environnement, 2006, n° 37.
- 5) "*Dispositifs publicitaires et sécurité routière. Note sous C.A.A. Lyon, 19 janvier 2006, Commune de Marcy l'Etoile*", Environnement, 2006, n° 49.
- 6) "*Dispositif publicitaire méconnaissant les dispositions du règlement local de publicité. Note sous Cour Administrative d'Appel de Bordeaux, 28 mars 2006, SAS Vision urbaine communication extérieure*", Environnement, 2006, n° 73.
- 7) "*Précision des règles en matière d'élaboration des règlements locaux de publicité. Note sous T.A. Pau, 2 février 2006, Société S.A.S. G&B Sud et Société L&P Publicité Extérieure*", Environnement, 2006, n° 74.
- 8) "*Autorisation des publicités lumineuses. Note sous C.A.A. Paris, 14 octobre 2006, Société Défi France*", Environnement, 2006, n° 131.
- 9) "*Notion d'agglomération et publicité. C.A.A. Bordeaux, 24 octobre 2006, G et B Sud*", Environnement, 2006, n° 132.
- 10) "*Contestation de la mise en demeure. Note sous T.A. Nice, 6 juin 2006, Société Promogim*", Environnement, 2006, n° 133.
- 11) "*Publicité dans le champ de visibilité d'un monument historique. C.A.A. Paris, 21 décembre 2006, Société Drive Cars*", Environnement, 2007, n° 35.
- 12) "*Irrégularités dans la procédure d'élaboration du règlement local de publicité. Note sous T.A. Rennes, 18 janvier 2007, Sté Sopa*", Environnement, 2007, n° 55.
- 13) "*Qualification d'enseigne pour une coque de piscine. T.A. Marseille, 30 mars 2007, SARL Union Piscines France*", Environnement, 2007, n° 106.
- 14) "*La mise en demeure n'est pas une sanction. C.A.A. Paris, 8 mars 2007, Banque Régionale d'Escomptes et de Dépôts*", Environnement, 2007, n° 107.
- 15) "*Travaux sur les monuments historiques et affichage sur les palissades*", Environnement, 2007, n° 128.
- 16) "*Publicité et monuments historiques, T.A. Caen, 6 juillet 2007, Sté Sopa*", Environnement, 2007, n° 186.
- 17) "*Interdiction des dispositifs publicitaires sur le domaine public routier. T. Police Poitiers, 14 février 2007, SA Société Dauphin*", Environnement, 2007, n° 198.

- 18) « *Obligation d'abroger un règlement local de publicité illégal. T.A. Lyon, 25 septembre 2007, Association Paysages de France* », Environnement, 2007, n° 213.
- 19) « *Panorama de jurisprudence en matière de règlements locaux de publicité* », Environnement 2008, n° 57.
- 20) « *Détermination de la voie publique au sens de l'article R. 581-23 du Code de l'environnement. T.A. Melun, 28 février 2008, Sté Affichage Fiacchetti* », Environnement,
- 21) « *Notion d'agglomération et réglementation de la publicité. C.A.A. Bordeaux, 19 novembre 2007, SARL Aventi* », Environnement, 2008, n° 86.
- 22) « *Règlement local de publicité de Paris (suite). C.E., 30 juillet 2008, Ministre de l'environnement* », Environnement, 2008, n° 131.
- 23) « *Champ d'application du droit de la publicité extérieure. C.E., 28 octobre 2009, Ministre de l'Ecologie* », Environnement, 2009, n° 139.
- 24) « *Police administrative générale, liberté du commerce et de l'industrie et affichage publicitaire. T.A. Grenoble, 9 mars 2010, Union de la publicité extérieure* », Environnement et développement durable, 2010, n° 126.
- 25) « *Constitution du groupe de travail, note sous C.E., 13 février 2013, Union pour la publicité extérieure* », Environnement et développement durable, à paraître, 2013.

5) Droit de l'urbanisme, opérations d'aménagement et risques majeurs.

- 1) « *Actualité de la prévention des risques naturels* », Environnement, mars 2005, Etudes n° 4.
- 2) "*Enquête publique et expropriation dans le cadre d'une ZAC. Note sous C.E., 6 février 2006, Société d'Equipement de l'Auvergne*", Environnement, 2006, n° 50.
- 3) "*Statut contentieux de la décision de prorogation d'un certificat d'urbanisme. Note sous C.A.A. Nancy, 8 décembre 2005, Commune de Sainte-Marie-aux-Mines*", Droit Administratif, 2006, n° 90.
- 4) "*Conditions de validité du volet paysager du permis de construire. Note sous C.A.A. Nancy, 12 janvier 2006, EARL des Noël's*", Environnement, 2006, n° 51.
- 5) "*Contestation d'un permis de construire et indépendance des législations. Note sous Cour Administrative d'Appel de Bordeaux, 2 mai 2006, Mme Z*", Environnement, 2006, n° 94.
- 6) "*Site inscrit et périmètre de protection. Note sous Cour Administrative d'Appel de Bordeaux, 4 mai 2006, Monsieur B*", Environnement, 2006, n° 95.

- 7) "Portée de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Note sous C.E., 21 juillet 2006, Bregegere", JCP A, 2006, n° 1232.
- 8) "Plan de prévention des risques et règles du contentieux de l'urbanisme. Note sous C.A.A. Bordeaux, 31 août 2006, Sté arboricole et fruitière de l'agenais", Environnement, 2006, n° 119.
- 9) "Urbanisation limitée des espaces proches du rivage. Note sous C.E., 2 octobre 2006, SA Marcellesi et a.", Environnement, 2006, n° 135.
- 10) "Compétence pour ordonner l'interruption des travaux. C.E., 17 janvier 2007, Ministre des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer", Environnement, 2007, n° 60.
- 11) "Conditions de validité des mesures de restitution de l'article L. 480-5 du Code de l'urbanisme. Cass. Crim., 30 janvier 2007", Environnement, 2007, n° 85.
- 12) "Dossier de demande de permis de construire et périmètre de protection des monuments historiques. C.E., 12 mars 2007, X", Environnement, 2007, n° 105.
- 13) "Obligation de constater l'infraction aux règles d'urbanisme. C.A.A. Bordeaux, 8 février 2007, Sté Decons Récupération", Environnement, 2007, n° 108.
- 14) "Intervention d'un architecte et dossier de permis de construire. C.E., 30 mai 2007, Copede", Environnement, 2007, n° 167.
- 15) "Affichage du permis de construire et voie privée. T.A. Montpellier, 2 septembre 2007, Scheidt et autres", Environnement, 2007, n° 189.
- 16) "Utilisation de l'article R. 111-21 du Code de l'urbanisme et éoliennes. C.A.A. 28 juin 2007, Société d'exploitation énergie sud", Environnement, 2007, n° 203.
- 17) « Délimitation du zonage d'un plan de prévention des risques naturels. C.A.A. Nancy, 2 août 2007, Marcel X », Environnement, 2007, n° 214.
- 18) « Sanction pénale des constructions irrégulières en site classé. Crim., 18 septembre 2007 », Environnement, 2007, n° 215.
- 19) « Installations classées et obligation d'information de l'acquéreur d'un immeuble voisin, Civ. 3^{ème}, 7 novembre 2007 », Environnement, 2008, n° 11.
- 20) « Permis de construire des éoliennes en zone de montagne. C.E., 29 janvier 2008, Société EDF EN France », Environnement, 2008, n° 68.
- 21) « Urgence et référés en matière d'autorisation d'urbanisme », Construction-Urbanisme, 2008, n° 87, Environnement, 2008, n° 89.
- 22) « Précisions jurisprudentielles sur l'article L. 514-20 du Code de l'environnement », Environnement, 2008, n° 94.

- 23) « *Identification d'un espace remarquable du littoral. C.A.A. Bordeaux, 27 mai 2008, M. Gilles X* », Environnement, 2008, n° 100.
- 24) « *Responsabilité du fait des plans de prévention des risques* », Environnement, 2008, n° 151.
- 25) « *Responsabilité administrative, police des installations classées et devoir d'information de l'article L. 514-20 du Code de l'environnement, C.E., 16 décembre 2008, Société Foncière du Vivarais* », Environnement, 2009, n° 18.
- 26) « *Les plans de prévention des risques ne valent pas document d'urbanisme au sens du Code de l'expropriation, Cass. Civ. 3^{ème}, 11 février 2009* », J.C.P.A., 2009, n° 2072.
- 27) « *Contenu du certificat d'urbanisme informatif et ICPE. C.A.A. Bordeaux, 22 janvier 2009, Commune d'Azereix* », Environnement, 2009, n° 44.
- 28) « *Actualité jurisprudentielle de l'article R. 332-15 du Code de l'urbanisme* », Construction-Urbanisme, 2009, n° 95.
- 29) « *L'obligation d'information de l'article L. 514-20 du Code de l'environnement* », Juris-Classeur Environnement, fascicule 4025, 2010.
- 30) « *Droit à reconstruction après sinistre dans une réserve naturelle, C.A.A. Lyon, 12 octobre 2010, Commune de Sixt-Fer-A-Cheval* », Environnement et développement durable, 2011, n° 33.
- 31) « *Le plan de prévention des risques et la servitude légale de passage, C.A. Bastia, ch. civile A, 2 février 2011* », Environnement et développement durable, 2011, n° 64.
- 32) « *La gestion des digues de protection contre les inondations* », contribution au rapport du Centre Européen de Prévention du Risque Inondation, février 2011.
- 33) « *Après mines, les enjeux juridiques pour les communes* », contribution au rapport de la Association des Communes Minières de France, Assises Nationales 2010, « *Le Code minier, 1810-2010, enjeux actuels pour les communes minières* ».
- 34) « *Après-mines : la gestion de l'environnement et de la sécurité publique* », lettre d'information n° 2, Collectif de défense des bassins miniers lorrains, 2012, p. 13.
- 35) « *Délai de retrait et notification, note sous C.E., 13 février 2012, Association Société Protectrice des Animaux de Vannes* », Construction-Urbanisme, 2012, n° 63.
- 36) « *Actualité jurisprudentielle de l'article L. 480-9 du Code de l'urbanisme* », Petites Affiches, 19 juillet 2012, p. 9.
- 37) « *Urbanisme opérationnel : place, fonctionnement et devenir de la procédure UTN* », à paraître en 2013.

- 38) « *La protection du littoral contre les phénomènes naturels* », Revue Juridique de l'Environnement, à paraître en 2013.
- 39) « *Digues orphelines : un choix communal ?* », Droit Administratif, 2012, fiche pratique n° 6.
- 40) « *Déclaration de travaux tacite en site classé, C.E., 26 octobre 2012, Commune de Saint-Jean-Cap-Ferrat* », Construction-Urbanisme, 2012, n° 176.
- 41) « *Responsabilité en cas de rupture d'une digue, C.A.A. Marseille, 5 novembre 2012, GFA de Clairefarine* », Environnement et Développement durable, 2013, n° 5.
- 42) « *Sursis à statuer et carte communale, C.A.A. Bordeaux, 7 février 2013, SCI du Bois* », Construction-Urbanisme, 2013, n° 33.
- 43) « *Définir la notion d'ouvrage de protection, un préalable nécessaire pour assurer la sécurité publique et déterminer les responsabilités* », en collaboration avec S. Bidault, à paraître en 2013.
- 44) « *Contenu de l'affichage du permis, C.A.A. Lyon, 19 février 2013, « SNC des Ateliers Louis Vuitton »* », à paraître, 2013.

C. Droit constitutionnel.

- 1) "*Réflexions sur une controverse doctrinale (la nature du Conseil constitutionnel en question)*", Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, 1998, p. 609.
- 2) "*L'axiologie de la responsabilité politique*", dans P. Ségur (dir.), "*Gouvernants : quelle responsabilité ?*", L'Harmattan, 2000, p. 213.
- 3) « *La démocratie constitutionnelle, paradigme de la démocratie ?* », dans P. Cabanel et J.-M. Février, "*Questions de démocratie*", collection "Amphi 7", Presses Universitaires du Mirail, 2000, p. 397.
- 4) « *L'existence d'un fonds commun constitutionnel* », dans P. Ségur (dir.), « *La protection des pouvoirs constitués* », Bruylant, 2007, p. 297.

D. Théorie du droit et histoire des idées politiques.

- 1) "*Réflexions sur les fonctions de la souveraineté nationale dans l'histoire constitutionnelle française*", Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, 2000, p. 159.
- 2) "*Les juristes et la défaite de 1870 (l'exemple de la doctrine publiciste)*", Revue Administrative, 2002, p. 479.

- 3) "*Sur l'idée de légitimité*", Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, 2002, p. 367.
- 4) "*La souveraineté nationale et la formation de l'Etat-Nation en France*", dans M. Bertrand, P. Cabanel et B. de Lafargue, "*La fabrique des nations*", Les Editions de Paris, 2003, p. 217.

E. Divers.

- 1) "*Une page se tourne*", Etudes en l'honneur de Jean-Arnaud Mazères, Litec, 2009, p. 353.
- 2) « *La crise immobilière échouée sur le littoral* », Economie-Matin, 1/6/2012